

CONSEIL NATIONAL des 16 et 17 décembre 2017

Résolution politique adoptée

De la résistance à la révolution citoyenne

La grande régression...

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la République est en marche arrière toute. Mais comment se fait-il que Macron puisse avancer ainsi son rouleau compresseur alors qu'il ne dispose d'aucune majorité sociale dans le pays pour une telle politique ? Dans le processus de recomposition toujours à l'œuvre du champ politique, la France insoumise poursuit son ancrage de principale force d'opposition, mais aussi de propositions. Notre stratégie de révolution citoyenne exige de poursuivre la bataille pour le décroisement entre les champs social et politique, la démonstration que nous sommes une force capable de gouverner, pour donner le pouvoir au peuple qui est en capacité de retrouver la confiance dans son action.

Le tableau de chasse de l'extrême libéral Macron a de quoi ravir les puissants du système qu'il sert à merveille. En un temps record, il a remis en cause la hiérarchie des normes et déconstruit en profondeur le Code du travail, conquis d'un siècle de luttes du mouvement ouvrier. Les grandes entreprises du CAC40 s'en donnent à cœur joie, tant la route leur semble libre pour accélérer la surexploitation. Tandis que le patrimoine industriel est bradé (Alstom et General Electric, GM&S, STX), les délocalisations s'accroissent (Castorama), les licenciements augmentent (Carrefour et SFR), le recours à la sous-traitance se systématisent et l'ubérisation s'étend chaque mois à de nouveaux secteurs. Le Medef aurait tort de se priver, il est en train d'obtenir toutes les contre-réformes dont le grand patronat rêvait depuis 1945 (assurance chômage, formation professionnelle, apprentissage, retraites...).

Dans le même temps, ce sont autant d'espaces accordés pour que les intérêts privés prennent la place des services publics volontairement abandonnés. L'Office National des Forêts est promis à une privatisation. Pourtant les forêts ne sont pas des usines à bois. Quand l'hôpital public subit plus de 3 milliards de coupes budgétaires, ce sont les grands regroupements hospitaliers, le développement de l'ambulatoire et la désertification hospitalière qui s'accroissent et les suicides d'infirmier.e.s en grande souffrance au travail qui augmentent.

L'austérité se traduit aussi par des réformes structurelles modifiant profondément l'organisation sociale républicaine. Ainsi, au sein de l'Éducation Nationale, la suppression de 2 600 postes d'enseignants dans le second degré est accompagnée d'une réforme du bac brisant ce premier grade universitaire et ce qu'il incarne comme reconnaissance des qualifications. Par ailleurs, les attaques contre le logement social obèrent les capacités des bailleurs sociaux en dépit des besoins immenses. Malgré les promesses de Macron de ne plus voir « une personne dehors d'ici la fin de l'année 2017 », rien de concret n'a été fait. Combien lui faudra-t-il encore de morts ?

De même, dans la droite ligne de ce qui avait été fait sous le quinquennat Hollande, la baisse de 13 milliards d'euros imposée aux collectivités territoriales d'ici 2022, via la nouvelle méthode dite de « contractualisation » sous peine de mise sous tutelle par les préfets, porte atteinte à la libre administration des communes, pourtant inscrite dans la constitution. Sous-dotées, les collectivités départementales diminuent dramatiquement les aides aux personnes handicapées. Les contrats aidés ont été massivement supprimés. Alors que l'administration fiscale a perdu près de 40 000 postes depuis 2002, Macron continue dans ce sens tout en versant des larmes de crocodile sur l'évasion fiscale. Enfin, malgré le mouvement historique de libération de la parole derrière les hashtag #BalanceTonPorc ou #MeToo, aucun moyen humain et financier supplémentaire n'est alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes.

L'exécutant du Medef, président des riches, est également le bon serviteur des lobbys. La réduction de la part d'énergie nucléaire de 75% à 50% est reportée de 15 ans, en contradiction avec la loi de transition énergétique de 2015. Des projets de gazoducs continuent d'être imposés aux populations dans l'objectif de transporter du gaz de schiste. La gestion des barrages hydroélectriques va être cédée au privé. Les plus-values sur les terrains constructibles sont fortement détaxées, accélérant la disparition de terres agricoles. Les déclarations gouvernementales cacophoniques concernant le glyphosate ne peuvent cacher la soumission au lobby agro-industriel : autorisation du sulfoxaflor, réduction de la protection des cours d'eau... Enfin, la mascarade du soi-disant plan d'action gouvernemental ne peut occulter les méfaits du CETA à l'égard du climat et plus globalement l'environnement, la santé, les protections sociales, et les souverainetés nationales.

Une recomposition politique qui se poursuit

Face au rouleau compresseur Macron, la quasi-totalité des forces politiques poursuivent leur dislocation. Macron est aujourd'hui en train de reconfigurer autour de son projet la représentation politique des classes sociales aisées, alliant qui plus est libéralisation de la culture et du social, ce qui explique l'explosion des forces sociales libérales comme le PS, tout comme celles du centre et de la droite libérale. Ce qu'il reste des Républicains court donc en quête d'identité réactionnaire derrière l'électorat du FN. Lequel FN poursuit sa grave crise interne et la perte d'image de sa présidente. Le PS cherche comment exister, mais pour cela il faudra qu'il tranche sur sa stratégie alors que son groupe à l'Assemblée est totalement inaudible entre les soutiens affichés à la politique de Macron et ses pseudo opposants capables d'intégrer le gouvernement du jour au lendemain ! Le Parti communiste poursuit son déclin, englué dans une référence à une unité de la gauche ne relevant plus que d'un passé évanoui. En créant « Génération-s », Benoit Hamon cherche à attirer la frange oppositionnelle des socialistes et EELV, qui risque ainsi l'explosion, dans son sillage. Tout concourt à ouvrir un débat sur l'Union Européenne à 18 mois des élections.

Face au coup d'état social permanent et à cet extrême libéralisme aux ordres de Bruxelles ou qui même les devance, la résistance politique et sociale a pour l'instant échoué à organiser le rapport de force à même de stopper Macron. L'analyse des causes de cet échec est essentielle pour en tirer les bons enseignements pour la suite.

Il y a d'abord les échecs répétés de ces dernières années dont celui contre la loi El Khomri l'an dernier. La reprise de la même stratégie de journées d'actions saute-mouton en semaine, avec ses conséquences en termes de perte de salaire, dans un contexte de chômage élevé et d'accentuation de la répression patronale, n'aboutit quasiment qu'à la mobilisation des permanents syndicaux et des militants retraités. La division du mouvement syndical face aux ordonnances a accentué le sentiment que les journées d'actions n'étaient pas à la hauteur de l'enjeu. Pourtant, au même moment les attaques contre le

logement social, les contrats aidés et les moyens des collectivités territoriales entraînaient la mobilisation de chacun de ces secteurs. Tout était donc réuni pour une riposte unitaire d'ampleur contre la politique de Macron.

Pour cela, il aurait fallu un appel du mouvement syndical, associatif et politique comme l'avait proposé Jean-Luc Mélenchon lors de la manifestation du 23 septembre. Hélas, la division du mouvement syndical, le refus du décloisonnement entre le mouvement social et le politique tout comme l'éclatement des luttes n'ont pas permis cette convergence. Mais le socle électoral de Macron vient majoritairement de la droite et du centre, et s'il gagne de l'estime dans les classes supérieures, il est rejeté par la majorité des classes populaires. Cela dessine donc très clairement le champ d'action de la France insoumise : s'adresser aux classes populaires et aux classes moyennes, se donner comme objectif de convaincre les organisations syndicales et associatives, sans remettre en cause leur indépendance, de l'impérieuse nécessité de convergences des luttes et de jonction des efforts entre les différents « secteurs », avec un objectif clair : stopper la politique Macron.

Quelle utilité du Parti de Gauche au sein de la France insoumise dans les mois qui viennent ?

Depuis la rentrée, la France insoumise a confirmé son rôle de première et principale opposition politique. Sa volonté de se construire aussi en tant que force de proposition s'est traduite par la mise en avant à l'Assemblée comme dans les médias des mesures alternatives du programme « *l'Avenir En Commun* » ainsi que par la réalisation d'un contre-budget, poursuivant ainsi la démonstration du sérieux du programme chiffré réalisé pendant la campagne. C'est ainsi que la France insoumise apparaîtra comme capable de gouverner.

L'année qui vient sera marquée par la préparation des élections européennes. Dans ce cadre, le PG apporte son travail sur le plan A/ plan B, pensé pour faire sauter le verrou des institutions européennes. Le dernier Sommet internationaliste du Plan B des 21 et 22 octobre a permis de poursuivre l'élargissement du réseau des forces politiques impliquées, l'approfondissement programmatique mais également la détermination commune que les prochaines élections européennes constituent une étape forte dans la clarification et dans l'ancrage populaire de la nécessité de rompre avec les traités. La dénonciation par le Parti de Gauche des politiques de l'Europe forteresse qui externalise son contrôle aux frontières doit se poursuivre, comme le rappelle tragiquement l'ignominie de l'esclavage des exilés en Libye. Ces batailles vont de pair avec la volonté de continuer à tisser un réseau internationaliste, large et ambitieux, autour de l'écossocialisme. Plus que jamais, le Parti de Gauche a également un rôle central à jouer pour défendre un nouvel indépendantisme de la France pour la paix face aux logiques d'engrenage bellicistes de Donald Trump, en Asie, à l'est de l'Europe et au Moyen-Orient. La décision de Trump de reconnaître Jérusalem comme seule capitale d'Israël confirme si besoin était l'urgence de rompre l'alliance avec les États-Unis. Nous entendons dans ce cadre aussi poursuivre notre solidarité internationale aux côtés de nos camarades du HDP de Turquie et de nos camarades kurdes, qui doivent être associés aux négociations de paix en Syrie.

Le Parti de Gauche doit poursuivre son investissement dans l'ensemble des cadres unitaires dans lesquels il est investi au niveau national et où, pour le moment, la France insoumise n'est pas présente, afin d'assurer une présence dans les mobilisations et notamment aux côtés de nos député.e.s.

Le PG a aussi un apport spécifique à amener sur la question de la laïcité, malmenée par des personnages - Valls, en quête de visibilité, qui l'instrumentalise pour mieux réorienter le débat politique sur la question identitaire et occulter la question sociale, ou encore Wauquiez, nouveau président LR qui la piétine dans sa course derrière le FN - mais également par les courants de l'islam politique qui poursuivent leur ancrage.

De la même manière, la revue du Parti de Gauche, *l'Intérêt général*, se révèle un formidable moyen de réflexion, d'information et d'approfondissement. Par son contenu, elle peut favoriser les échanges, susciter les débats et apporter de nouvelles clés d'analyse. Autant d'éléments qui en font un véritable outil d'éducation populaire. Ne nous en privons pas ! Le Parti de Gauche devra également assumer son rôle de formation des réseaux militants, tant sur les contenus que sur les pratiques militantes. Parallèlement, il doit se doter d'un journal spécifique.

La mise en mouvement du peuple nécessite qu'il ait confiance en lui-même et qu'il pense qu'avec la force politique que nous incarnons, son quotidien peut changer. Ce fut une des tâches essentielles de la Convention de la France insoumise : contribuer à construire un mouvement dicté par l'utilité de son action, avec le peuple et pour le peuple. Qu'il s'agisse de la volonté de développer des ateliers des lois, des formations au service de l'implication dans les luttes, de l'initiation aux méthodes Alinsky pour l'auto-organisation dans les quartiers, l'éducation populaire est au cœur de la construction du mouvement inédit de la France insoumise. Le Parti de Gauche a joué un rôle précurseur dans la réappropriation dans le champ politique de ces pratiques. Il entend bien poursuivre sa contribution dans la construction de la France insoumise. Il en est de même des trois campagnes qui ont été décidées par vote sur la plateforme, contre la pauvreté, pour la sortie du nucléaire et contre l'évasion fiscale. Il s'impliquera par exemple avec force dans l'organisation d'une votation citoyenne sur la question du nucléaire au plan international le 11 mars prochain, jour anniversaire de Fukushima.

Si pour l'instant « Macron a marqué le point », le peuple va durement payer l'injustice et l'aberration de sa politique. En conformité avec sa ligne anticapitaliste, féministe, écosocialiste, humaniste et républicaine, la tâche du Parti de Gauche dans la période est triple. Celle d'un parti pleinement investi dans la France insoumise, muni de toutes ses tâches et territoires. Nous devons dans le temps long sans élection construire ce mouvement citoyen inédit, pilier de notre stratégie de révolution citoyenne. Celle d'un parti qui apporte sa contribution dans le travail unitaire pour poursuivre à la fois l'élargissement de l'espace politique de la France insoumise et le dépassement du cloisonnement mouvement social et politique. Celle d'une organisation pleinement impliquée d'une part dans la construction d'un réseau écosocialiste, en poursuivant sa contribution au sein du plan B, et d'autre part dans un travail d'élaboration programmatique et idéologique original, novateur et toujours en phase avec les aspirations populaires.

Notre Congrès prévu fin juin 2018 permettra de décider des façons dont nous comptons mener nos actions à venir et des moyens que nous voulons nous donner dans un paysage politique totalement remodelé. Nous devons aussi clarifier le type de parti que nous voulons. L'expérience accumulée du PG, son programme de classe, son réseau militant, ses interventions doivent s'articuler judicieusement avec le mouvement large que représente la France insoumise. Le Parti de Gauche, parti creuset, doit s'atteler à mettre en œuvre une nouvelle formulation démocratique en rapport avec son programme et la philosophie de la constituante. Nous entrons donc à la fois dans une longue période de réflexion collective et d'actions de terrain, entièrement tournées vers les citoyen.ne.s au service de la stratégie de la révolution citoyenne. Ainsi, et malgré le pouvoir en place, difficile pour nos forces de trouver programme plus dense et plus riche de perspectives.